



HAL
open science

Japon : une croissance douteuse ?

Elena Stancanelli

► **To cite this version:**

Elena Stancanelli. Japon : une croissance douteuse ?. Revue de l'OFCE, 2003, 85, pp.116-119. hal-01018176

HAL Id: hal-01018176

<https://sciencespo.hal.science/hal-01018176>

Submitted on 23 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

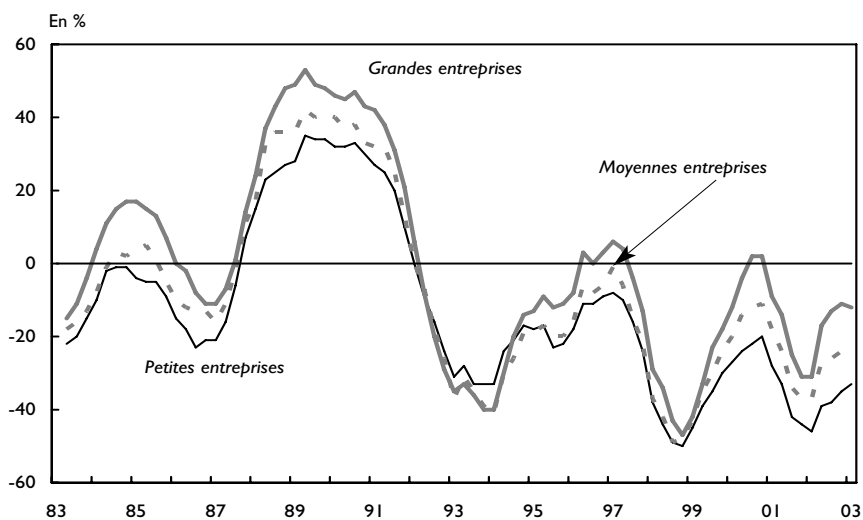
Japon : une croissance douteuse ?

Le PIB japonais a augmenté en 2002 de 0,3 % en volume, tandis que le PIB nominal a diminué de 1,4 %. Cette faible croissance du PIB réel, supérieure néanmoins aux attentes, est due en partie à la révision du déflateur du PIB et en partie à la forte progression des exportations, surtout vers le reste de l'Asie. Les exportations vers la Chine ont augmenté de presque 12 % en volume, en moyenne, en 2001 et de plus de 35 % en 2002, tandis que celles vers les États-Unis ont diminué de 8 % en 2001 et de 0,5 % en 2002. La contribution de la demande interne à la croissance a été modérée en 2002 : la consommation a augmenté faiblement, les investissements productifs privés ont été plutôt timides, tandis que les investissements publics ont baissé fortement et ceux en logement ont continué à diminuer. La conjoncture au Japon est toujours marquée par la déflation et la crise structurelle, l'Asie apportant une bouffée d'oxygène.

Les PME et les ménages en difficulté

Les difficultés de reprise de l'économie affectent davantage les petites et moyennes entreprises (PME) et les ménages qui voient leur situation se détériorer de plus en plus dramatiquement (graphique 1). Les PME accusent d'énormes difficultés de financement, le recours au crédit se faisant dans des conditions extrêmement fragiles, ce qui vient s'ajouter à l'affaiblissement du support donné aux PME par les « keiretsus », conglomérats qui associent traditionnellement unités de production de différentes tailles, banques de financement et sociétés de commerce international, eux aussi en crise.

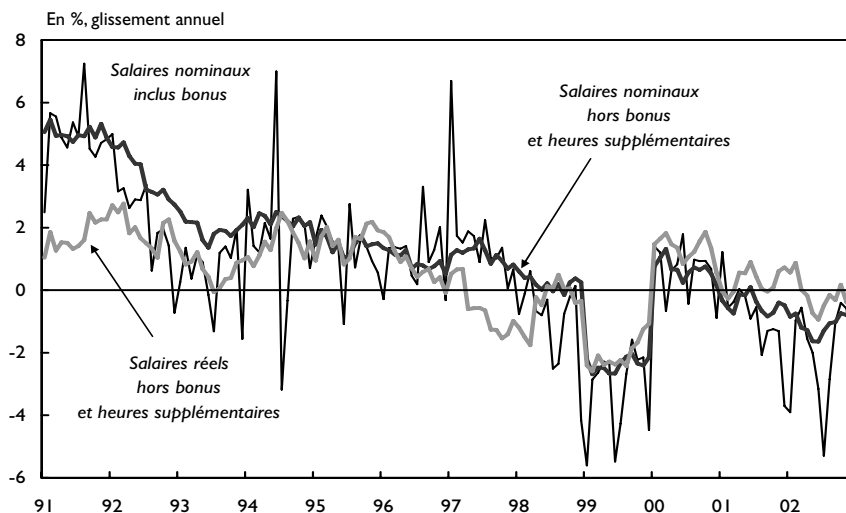
I. Soldes d'opinions sur les conditions économiques



Sources : Tankan Short-term economic Survey of Enterprises in Japan, Banque du Japon.

Les ménages font face à un chômage croissant, qui atteint un niveau record de 5,5 % au début 2003 et à une baisse progressive de leur pouvoir d'achat (graphique 2) du fait de la baisse des salaires réels, qui diminuent en 2002 de 1,4 % en moyenne, tandis que l'emploi recule de 1 % et que presque un salarié sur cinq avait un emploi temporaire en décembre 2002 (environ 17 % des salariés : 9 % des hommes et 30 % des femmes). Les salaires réels hors bonus et heures supplémentaires baissent en 2002 de 0,2 %, en moyenne, tandis que les bonus, qui constituent environ 1/5 des revenus salariaux, (payés deux fois par an, en été et en hiver) enregistrent une chute de 7 % en termes réels sur la même période.

2. Évolution des salaires par tête



Sources : Ministry of Health, Labour and Welfare, Ministry of Public Management, Home Affairs, Posts and Telecommunications, calculs OFCE.

Le scénario économique sous-jacent demeure négatif

Les mesures de restructuration économique et, en particulier, de liquidation de mauvaises créances annoncées par le Premier ministre, Junichiro Koizumi, restent largement inappliquées sans doute car les conditions économiques ne sont pas favorables. Le changement d'équipe à la tête de la Banque du Japon qui voit Toshihiko Fukui remplacer Masaru Hayami, auquel on reproche de ne pas avoir su arrêter la déflation, ne donne pas de signaux nouveaux en terme de politique inflationniste de la banque, tout en décevant les attentes d'une politique vigoureuse de cible d'inflation, évoquée à plusieurs reprises comme la seule sortie possible du processus déflationniste.

Les prix à la consommation continuent à baisser, moins toutefois grâce à l'augmentation du prix du pétrole qui pousse les prix des importations à la hausse. L'écart des taux d'intérêt nominaux se réduit progressivement : le taux des obligations publiques à dix ans n'est que de 0,8 en début 2003 tandis que le taux interbancaire à trois mois s'élève à peine à 0,06. Le taux de change yen/dollar se situant dans la fourchette 117-119 yen pour 1 dollar au début mars 2003. Les cours boursiers continuent de chuter : le Nikkei et

le Topix ont atteint en mars 2003 leurs valeurs *minima* depuis 1985. Le nombre de nouvelles faillites est toutefois en diminution en février 2003, de 13 % en glissement annuel et de 8 % par rapport à la moyenne 2002.

La demande intérieure reste faible

Les perspectives d'investissement productif sont peu favorables, malgré la baisse des coûts de production et le déstockage important de 2002 — la variation des stocks en 2002 étant de l'ordre de moins 0,4 point de PIB — car les marchés financiers sont en chute et l'accès au crédit est restreint par les fortes incertitudes sur le processus de restructuration des banques et des autres opérateurs de crédit. L'offre de crédits bancaires était en baisse en février 2003 de presque 5 % en glissement annuel et de 2 % par rapport à la moyenne 2002. La croissance de l'investissement en logements après plusieurs années de baisse reste encore très freinée, tandis que les prix de l'immobilier continuent de chuter. Les investissements publics continuent à diminuer et en particulier les dépenses de travaux publics, qui ont baissé dans le budget 2002 de presque 11 %, devraient diminuer encore de 3,7 % selon le budget affiché pour 2003 et qui entrera en vigueur en avril. La consommation publique resterait relativement soutenue et les dépenses publiques en 2003/2004 seraient presque constantes par rapport à 2002, en valeur.

Les négociations salariales (*shunto*) du printemps 2003 pourraient conduire à une légère amélioration des conditions salariales des travailleurs précaires sans cependant affecter la tendance générale à la baisse des salaires nominaux tandis que le ratio des offres d'emplois par demandeur est en légère augmentation en début 2003. De plus, le gouvernement, dans son budget 2003, réduit les prestations retraite de 1 %, montant correspondant aux baisses des prix dans le courant 2002, et relève de 20 à 30 % les frais médicaux à la charge de l'assuré. Les perspectives des dépenses des ménages sont donc très limitées à l'horizon 2003-2004.

En 2004 les exportations continueraient à tirer la croissance

Dans un scénario de réformes structurelles progressives à partir de la fin 2003, les investissements privés pourraient redémarrer à un rythme lent en 2004, tandis que les exportations, surtout vers l'Asie, continueraient à tirer l'économie. La consommation des ménages resterait faible car le processus de restructuration pèserait négativement sur l'emploi. Selon le budget 2003-2004 la politique budgétaire serait neutre, mais les émissions d'obligations publiques seraient supérieures à celles du budget 2002, suite à la forte réduction des recettes fiscales, qui enregistreraient une baisse de plus de 10 % en 2003/2004. Il est anticipé que les obligations publiques en cours, y comprises celles des collectivités locales, seront de l'ordre de 686 trillions de yen (450 trillions de yen hors collectivités locales), s'élevant ainsi à 138 % du PIB en valeur, à la fin de l'exercice fiscal 2003 (31 mars 2004). Cela pourrait exercer des tensions à la hausse des taux d'intérêt longs qui se sont cependant établis sur des niveaux très bas en début 2003 car la Banque du Japon avait acheté un grand nombre de nouvelles obligations émises.

La réforme du système de santé public devrait exercer une pression à la hausse sur le prix des médicaments, ce qui pourrait aussi contribuer à ralentir la baisse des prix à la consommation.

Japon : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2002				2003				2004				2001	2002	2003	2004
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
PIB	0,1	1,4	0,8	0,5	0,0	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	1,1	0,9
Consommation des ménages	0,4	0,4	0,8	0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,4	0,4	0,4
Consommation publique	0,6	0,1	0,6	0,0	0,5	0,6	0,6	0,7	0,5	0,1	0,2	0,2	2,5	2,3	1,7	1,7
FBCF totale	-0,8	0,4	0,3	1,2	-0,2	-1,5	-0,9	-0,2	0,1	0,3	0,4	0,5	-1,2	-4,0	-0,6	-0,3
Dont																
Productive privée	-0,6	1,6	1,3	2,6	0,1	-2,0	-1,0	0,1	0,5	0,9	1,0	1,2	1,1	-3,6	1,1	1,0
Logement	-2,8	-0,3	0,3	-0,8	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-5,4	-4,8	-0,8	-0,4
Publique	-0,1	-2,2	-1,9	-1,2	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-4,2	-4,7	-4,8	-3,9
Exportations de biens et services	5,4	6,9	0,1	4,1	0,5	1,0	1,5	1,8	2,0	2,0	2,0	2,0	-6,1	8,1	7,4	7,6
Importations de biens et services	0,7	3,5	2,8	1,6	0,1	0,3	0,6	0,9	1,0	1,2	1,4	1,6	0,1	2,0	4,3	4,1
Variations de stocks, en points de PIB	-1,0	-0,4	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,2	-0,2
<i>Contributions</i>																
Demande intérieure hors stocks	0,1	0,4	0,6	0,3	0,0	-0,3	-0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	1,0	0,1	0,7	0,6
Variations de stocks	-0,5	0,6	0,4	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	0,2	0,0
Commerce extérieur	0,6	1,0	0,3	0,6	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	-0,7	0,7	0,5	0,5
Prix à la consommation (IPCH)*	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Taux de chômage, au sens du BIT	5,3	5,4	5,4	5,4	5,5	5,5	5,5	5,5	5,4	5,4	5,4	5,4	5,0	5,4	5,5	5,4
Solde courant, en points de PIB													2,3	2,9	3,2	3,7
Solde public, en points de PIB													-7,1	-7,8	-8,1	-8,1
Impulsion budgétaire													-0,5	0,7	0,1	-0,1
PIB zone euro	0,4	0,3	0,4	0,2	0,1	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	1,4	0,8	0,9	1,8

* Pour les trimestres, glissement annuel. Pour les années, moyenne annuelle.
Sources : EPA, OCDE, prévisions OFCE.